

23/12/2020 à 16:49

██████████ sollicite à l'audience la mainlevée de la mesure d'isolement.

« L'isolement et la contention sont des pratiques de dernier recours et ne peuvent concerner que des patients en hospitalisation complète sans consentement. Il ne peut y être procédé que pour prévenir un dommage immédiat ou imminent pour le patient ou autrui, sur décision motivée d'un psychiatre et uniquement de manière adaptée, nécessaire et proportionnée au risque après évaluation du patient. Leur mise en œuvre doit faire l'objet d'une surveillance stricte, somatique et psychiatrique, confiée par l'établissement à des professionnels de santé désignés à cette fin et tracée dans le dossier médical.

$$(\dots)$$

À titre exceptionnel, le médecin peut renouveler, au delà des durées totales prévues aux deux premiers alinéas du présent II, la mesure d'isolement ou de contention, dans le respect des autres conditions prévues aux mêmes deux premiers alinéas. Le médecin informe sans délai le juge des libertés et de la détention, qui peut se saisir d'office pour mettre fin à la mesure, ainsi que les personnes mentionnées à l'article L. 3211-12 dès lors qu'elles sont identifiées. Le médecin fait part à ces personnes de leur droit de saisir le juge des libertés et de la détention aux fins de mainlevée de la mesure en application du même article L. 3211-12 et des modalités de saisine de ce juge. En cas de saisine, le juge des libertés et de la détention statue dans un délai de vingt-quatre heures. Les mesures d'isolement et de contention peuvent également faire l'objet d'un contrôle par le juge des libertés et de la détention en application du IV de l'article L. 3211-12-1. »

« Lorsque le juge des libertés et de la détention n'ordonne pas la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète, il statue, le cas échéant, y compris d'office, sur le maintien de la mesure d'isolement ou de contention. »

Un certificat médical du docteur Maria Cristiana POP a été transmis à notre demande en cours de délibéré et indique que la mesure d'isolement a été levée.

En conséquence, la demande de mainlevée de l'isolement est devenue sans objet.

Statuant publiquement et en premier ressort,

Faisons droit à la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE à l'égard de Madame

Disons n'y avoir lieu à statuer sur la demande de mainlevée de l'isolement.

Rappelons qu'appel peut être interjeté de cette décision dans un délai de dix jours de sa notification, par déclaration écrite motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel.

Ainsi rendue le 23 Décembre 2020 par Alice GUILLOUX, Vice-président, juge des libertés et de la détention assistée de Julie BARALE, greffier qui l'ont signée.

Le greffier,

Le juge des libertés et de la détention

- Monsieur le Directeur de l'établissement par courriel
- Madame ~~XXXXXXXXXX~~ par l'intermédiaire de l'hôpital
- Me Sophie MAUREL par courriel
- M. ~~XXXXXXXXXX~~ et Madame ~~XXXXXXXXXX~~ par LRAR